

Lors du Conseil des ministres du 22 mai 2019, Julien Denormandie, le ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ville et du logement, a présenté un bilan de la Politique de la ville un an après les grandes annonces ministérielles.



Le 22 mai 2019, un bilan de la Politique de la ville a été présenté en Conseil des ministres, pour faire écho au discours prononcé par le Président un an plus tôt. C'est cette date anniversaire qui a été choisie, plutôt que celle du 18 juillet 2018, où la feuille de route de la politique interministérielle en faveur des quartiers était présentée par Julien Denormandie. Ce dernier est revenu sur les engagements pris en faveur de la Politique de la ville, traduisant l'appel à la "mobilisation nationale de tous pour les habitants des quartiers" qu'avait lancé Emmanuel Macron le 22 mai 2018.

RENOUVELLEMENT URBAIN ET SECURITÉ

La première mesure citée est celle de "l'accélération du **nouveau programme national pour le renouvellement urbain** (NPNRU), et la validation de la moitié des projets de renouvellement urbain en Comité d'engagement de l'ANRU. Cela représente au total 238 quartiers et 5,7 milliards d'euros, qui généreront 19 milliards d'euros de travaux avec l'effet levier. Il a aussi rappelé la signature du **plan de lutte contre les propriétés dégradées**, concernant 684 copropriétés, dont 128 particulièrement en grande difficulté sur 14 sites faisant l'objet d'un suivi et d'une priorité nationale, à Marseille en octobre dernier.

La deuxième mesure évoquée est celle du déploiement de la **police de sécurité du quotidien** (PSQ). On dénombre 47 quartiers en reconquête républicaine, avec une ambition de 60 en 2020, qui méneront à la création de 1300 postes de policiers et gendarmes.

REUSSITE EDUCATIVE ET STAGES DE TROISIEME

Sur le plan de l'éducation, le ministre a annoncé que le **dédoublé des classes** passera de 190.000 à 300.000 élèves de CP et CE1 en REP+ et REP à la rentrée 2019. la **prime** aux 60.000 personnels de l'Éducation nationale exerçant dans les établissements REP+, augmentera quant à elle sur 3 ans. Les dispositifs "**devoirs faits**" et "**plan mercredi**" ont été déployés.

La labellisation de 80 territoires en "**Cités éducatives**" a aussi été rappelé, avec un accompagnement du dispositif par l'Etat de 100 millions d'euros sur la période 2019-2021.

Le portail monstagedetroisieme.fr [1] sera renforcé l'année prochaine, avec la volonté de passer de 8.000 à 15.000 offres de stages de 3ième pourvues. Une "nouvelle plateforme" viendra améliorer le dispositif.

EMPLOIS FRANCS ET TESTING

Dans le cadre du **plan d'investissement dans les compétences** (PIC), 2 milliards d'euros ont été fléchés pour le financement de parcours de formation qui devront bénéficier, d'ici 2022, à 150.000 jeunes sans qualification et 150.000 chômeurs de longue durée résidant dans les quartiers (soit 15% du PIC). Trois appels à projets ont déjà été lancés : "prépa-apprentissage", "100 % inclusion" et "Repérer et mobiliser les publics invisibles". Les signatures des "PIC" avec les régions étant toujours en cours, Julien Denormandie n'a pas donné plus de précisions sur les dispositifs de "**Deuxième chance**".

Concernant les **emplois francs**, l'objectif est de parvenir à 20.000 emplois d'ici la fin de l'année (il y en a environ 6.000 aujourd'hui) avec plus de la moitié des habitants vivant en QPV désormais éligibles.

La première vague de "**testing**" sur les discriminations à l'embauche de demandeurs d'emploi issus des QPV a eu lieu sur 40 entreprises issues de l'indice boursier SBF 120, et plus de 10.000 tests ont été effectués.

LE SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS SE POURSUIT

Enfin, il a évoqué les associations et notamment l'appel à manifestation d'intérêt **#TremplinAsso**, doté de 15 millions d'euros et lancé afin de soutenir 44 associations "structurantes". Il a également fait référence au **plan "Associations de proximité"**, annoncé par le président de la République à Évry, en précisant qu'il était "en cours d'élaboration pour mieux répondre aux attentes des associations de plus petite taille".

journée de mobilisation le 13 juin

Julien Denormandie a profité de cette présentation pour annoncer le prochain grand rendez-vous : une "journée de mobilisation" le 13 juin à la grande halle de la Villette, "pour promouvoir la dynamique d'une 'grande équipe de la réussite républicaine'", précisant que "l'État, ses établissements publics, les collectivités territoriales, les acteurs culturels, éducatifs, sportifs et les citoyens engagés y ont toute leur place".

Les "Mâles blancs" de Ville & Banlieue

L'anniversaire du 22 mai 2018 a également été repris par l'association d'élus Ville et Banlieue, dans un communiqué titré "22 MAI 2019 : UN AN APRÈS, LES 'MÂLES BLANCS' N'ONT PAS À PÂLIR". Ils font ainsi référence à la phrase qu'avait prononcée le président il y a un an, qualifiant les élus locaux de "mâles blancs". Les mesures obtenues sont d'abord reconnues : la "dynamisation" de l'Anru, les cités éducatives, le prolongement de la durée des contrats de ville, la nouvelle vague de création de

"quartiers de reconquête républicaine", le soutien aux associations ; mais "un an après la douche froide", ils demeurent en attente de gros chantiers comme : les finances locales, les dispositifs de péréquation solidaire, l'habitat social, la tranquillité publique et la sécurité, l'accès à la formation et l'accompagnement vers l'insertion par l'emploi. Ils soulignent pour finir que : "La réforme des contrats aidés et des missions locales, notamment, fragilisent gravement les outils en faveur des habitants les plus en rupture".

Pour plus d'informations :

Le Compte rendu du Conseil des ministres du 22 mai

2019 : <https://www.gouvernement.fr/conseil-des-ministres/2019-05-22/politique-de-la-ville> [2]

Le communiqué de Ville &

Banlieue : <https://www.ville-et-banlieue.org/22-mai-2019-un-an-apres-les-males-blancs-nont-pas-a-palir-27480.html> [3]

L'article de la Banque des Territoires

: https://www.banquedesterritoires.fr/julien-denormandie-presente-le-bilan-de-la-politique-de-la-ville-du-gouvernement-au-22-mai-2019?pk_campaign=newsletter_quotidienne&pk_kwd=2019-05-22&pk_source=Actualit%C3%A9s_Localtis&pk_medium=newsletter_quotidienne [4]

Photo : ©Elysée

Dates: Jeudi 23 mai 2019 - 17:15

Thématiques: [Aménagement du territoire](#) [5]

[Collectivités / Etablissement public](#) [6]

[Discrimination](#) [7]

[Emploi, Insertion, Formation](#) [8]

[Education](#) [9]

[Logement / habitat](#) [10]

[Politique de la ville - DSU](#) [11]

[Prévention de la délinquance - sécurité - justice - prévention de la radicalisation](#) [12]

[Renouvellement Urbain](#) [13]

Publié le 23 mai 2019

URL de la source (modifié le 24/05/2019 - 11:55): <https://www.irev.fr/actualites-0/le-gouvernement-presente-son-bilan-de-la-politique-de-la-ville>

Liens

[1] <https://www.monstagedetroisieme.fr/>

[2] <https://www.gouvernement.fr/conseil-des-ministres/2019-05-22/politique-de-la-ville>

[3] <https://www.ville-et-banlieue.org/22-mai-2019-un-an-apres-les-males-blancs-nont-pas-a-palir-27480.html>

[4] https://www.banquedesterritoires.fr/julien-denormandie-presente-le-bilan-de-la-politique-de-la-ville-du-gouvernement-au-22-mai-2019?pk_campaign=newsletter_quotidienne&pk_kwd=2019-05-22&pk_source=Actualit%C3%A9s_Localtis&pk_medium=newsletter_quotidienne

[5] <https://www.irev.fr/taxonomy/term/3674>

[6] <https://www.irev.fr/taxonomy/term/3676>

[7] <https://www.irev.fr/taxonomy/term/3680>

[8] <https://www.irev.fr/taxonomy/term/3682>

[9] <https://www.irev.fr/taxonomy/term/3681>

[10] <https://www.irev.fr/taxonomy/term/3688>

[11] <https://www.irev.fr/taxonomy/term/3692>

[12] <https://www.irev.fr/taxonomy/term/3699>

[13] <https://www.irev.fr/taxonomy/term/3697>